

**DISCOURS  
DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE,  
SON EXCELLENCE MONSIEUR, ARISTIDES R. LIMA,  
A L'OCCASION DE LA VISITE AU PARLEMENT DU CAPVERT DE SON EXCELLENCE MONSIEUR  
JEAN-CLAUDE JUNCKER, PREMIER MINISTRE DU GRAND-DUCHÉ DU LUXEMBOURG  
PRAIA LE 31 JANVIER 2002**

Monsieur le Premier Ministre du Luxembourg et  
la délégation du Luxembourg,  
Monsieur le Premier Ministre du Cap-Vert Monsieur le Président de la Cour Suprême de Justice  
Mesdames et Messieurs les députés  
Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement Illustres représentants du Corps diplomatique  
Mesdames et Messieurs

C'est avec une très vive émotion que l'Assemblée Nationale, au nom de laquelle j'ai le privilège de parler, souhaite à Votre Excellence, Monsieur le Premier Ministre du Grand-Duché du Luxembourg, et à votre délégation, en visite officielle, la bienvenue et un excellent séjour au Cap-Vert.

La visite de Votre Excellence au Cap Vert revêt une importance particulière et ne passera sûrement pas inaperçue auprès des représentants de la Nation Capverdienne. C'est ainsi que le Parlement Capverdien, dans toute sa pluralité, voulant manifester sa plus grande satisfaction par la présence officielle de Votre Excellence dans notre pays, vous a invité à adresser une allocution à ses membres.

Pour les Parlementaires capverdiens cette invitation revêt un sens particulier.

Monsieur le Premier Ministre, votre nom restera inscrit dans nos annales comme celui du premier chef du Gouvernement d'un régime parlementaire étranger qui s'adresse à cette assemblée démocratiquement élue, réunie en plénière, ce qui traduit, sans aucun doute, l'estime que les députés et le peuple capverdien portent envers la présence d'un si illustre hôte.

L'Assemblée Nationale Capverdienne profite de cette heureuse occasion pour adresser à Monsieur le Premier Ministre et au peuple ami du Luxembourg, son plus vif sentiment de reconnaissance pour la façon exemplaire avec laquelle l'Etat luxembourgeois s'est engagé dans le rapprochement des relations avec notre archipel de l'Atlantique qui, comme disent les poètes, n'a pas de l'or, n'a pas de diamant, mais a de la paix.

Votre gouvernement, Monsieur le Premier Ministre, a construit avec le Cap-Vert, un véritable pont euro-africain de partenariat, de solidarité et de développement, ce qui constitue pour nous un grand honneur et une responsabilité.

En effet, le Luxembourg, tout comme d'autres pays de l'Europe, de l'Amérique et de l'Afrique, a été un partenaire solide du Cap-Vert dans la lutte contre le sous-développement. Dans le domaine de l'Education, par exemple, qui représente l'avenir du pays, nous pouvons apercevoir dans les infrastructures scolaires des différentes îles, la marque de l'amitié et de la coopération du Luxembourg. Dans le domaine de la Santé, l'électrification rurale où à l'habitation sociale on retrouve ces mêmes signes.

Mais, surtout, le Luxembourg, a été pour des milliers de capverdiens, non résignés par la pauvreté, un port accueillant où ils ont trouvé une vie meilleure, une deuxième patrie où les hommes et les femmes des îles se sentent valorisés aussi bien par le travail qu'ils accomplissent que par le dialogue des cultures offert par leur présence au Luxembourg.

Par ailleurs, lors de votre visite, vous avez eu l'opportunité de rencontrer des citoyens capverdiens qui ont eu l'occasion de vous transmettre leur sentiment d'amitié et de reconnaissance pour le niveau et la qualité des relations entre nos deux peuples et gouvernements.

L'importance de cette visite et de cet acte ont encore davantage de signification étant donnée que le Luxembourg représente un modèle de développement.

Monsieur le Premier Ministre, le Grand-Duché du Luxembourg est pour tous les pays un exemple de succès, non seulement par les résultats de son organisation sociale et politique qui ont fait du

Luxembourg un des pays dont le développement humain est l'un des plus élevés au monde, mais aussi par le prestige qu'il a atteint en tant que partenaire actif dans des actions de coopération et d'intégration régionale. Il suffit de rappeler que c'est dans ce pays matériellement et culturellement riche, ouvert au monde, que se trouve le siège d'importantes institutions, telles que la Cour européenne de Justice, la Cour des Comptes et la Banque européenne d'Investissement.

Pour tout cela nous sommes très heureux des excellentes relations que le Cap-Vert entretient avec le Luxembourg, dont le témoignage est votre présence à l'Assemblée Nationale.

Son Excellence, Monsieur le Premier Ministre et la délégation du Luxembourg  
Son Excellence, Monsieur le Premier Ministre du Cap-Vert Monsieur le Président de la Cour Suprême de Justice  
Mesdames et Messieurs les députés  
Mesdames et Messieurs membres du Gouvernement Illustres Représentants du Corps diplomatique  
Mesdames et Messieurs

L'actualité n'est pas particulièrement souriante pour les pays les moins développés. C'est le monde de la globalisation économique, dominé par le paradigme néo-libéral, dont l'internationalisation des processus économiques, sociaux et politiques ne profite pas de manière égale à tous les pays. Les problèmes qui font appel à la communauté internationale sont nombreux et demandent une nouvelle morale internationale.

Les problèmes mondiaux qui affectent plus particulièrement les pays de l'hémisphère sud sont la pauvreté, le chômage, les problèmes environnementaux, la faim, le fléau du Sida, qui surtout en Afrique continue à faire des millions de victimes et à compromettre le développement des peuples ainsi que l'instabilité politique qui épuise les énergies nationales et les ressources du développement.

A l'ordre du jour se trouve la réforme des Nations Unies et du système financier international, pour que l'idée d'un monde plus juste ne soit pas une éternelle chimère pour la plus grande partie de la planète. Pour que le droit au développement soit réel, il est nécessaire que la globalisation économique soit accompagnée par une globalisation des droits humains et une globalisation sociale et politique. Et c'est exactement dans ce contexte que la lutte contre le terrorisme, en étant une obligation de tous les États qui ont un droit élémentaire à se préserver et à se défendre face aux manifestations aveugles de violence, qui se nourrissent de fanatismes, d'intolérances diverses et quelques fois aussi par des injustices et des incompréhensions séculaires, prend une dimension assez complexe.

Dans ce contexte, encore, Monsieur le Premier Ministre, les pays africains ont clairement la conscience de leurs responsabilités. Le colonialisme ne peut plus servir d'excuse et il revient aux peuples africains et à ses élites d'assumer les défis de leur propre développement. C'est ainsi que, récemment, la fusion du Plan Omega avec le Programme du Développement Africain pour le Nouveau Millénaire a permis la création du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique. Au Cap-Vert nous espérons à un impact positif du nouveau partenariat dans la région et aussi dans nos îles puisque ses objectifs visent pour l'essentiel à consolider la démocratie et la bonne gestion économique du continent, ainsi qu'à promouvoir la paix et la stabilité comme base du développement.

Avec ce document de stratégie à long terme nous avons une opportunité unique pour un nouveau partenariat avec l'Afrique, un renouvellement que nous souhaitons ancrer dans des valeurs universelles qui promeuvent un ordre mondial plus juste et fondé sur des intérêts réciproques des partenaires.

Dans ce cadre international, imprégné de préoccupations et d'espoirs, le Cap-Vert s'efforce de poursuivre sa marche vers le développement. Le Parlement doit encore aujourd'hui débattre des Grandes Options du Plan pour les prochaines années. Après la deuxième alternance, comme résultat des dernières élections, qui ont montré que les règles démocratiques fonctionnent, les capverdiens se trouvent face aux défis d'améliorer la situation macro-économique du pays, de lutter contre la pauvreté, de réduire le chômage et d'améliorer les conditions de vie de la population. Ils sont aussi profondément engagés dans l'augmentation de la productivité du système politique qui, à notre avis, passe non seulement par le renforcement du dialogue entre les forces politiques nationales mais aussi par des attitudes qui génèrent la confiance dans les institutions de la République. En ce sens, à travers le budget approuvé cette année, le Parlement capverdien vient de créer les conditions pour que les députés puissent exercer à temps complet leur mandat et ainsi, favoriser le dialogue autour des grandes questions du développement. Le Parlement, qui entend se définir comme un Parlement de travail où les commissions parlementaires ont un rôle de premier plan, oeuvre à la promotion des investissements physiques et à la valorisation des ressources humaines de manière à s'affirmer comme un facteur de développement et de démocratie.

Nous considérons, encore, que la démocratie est inséparable de l'État constitutionnel. Dans la hiérarchie des lois la Constitution occupe la première place et toute loi que ne lui est pas conforme est invalide. Ainsi, il revient à la Cour Constitutionnelle et à personne d'autre, la déclaration de l'invalidité de la loi inconstitutionnelle.

Les parlementaires capverdiens ont conscience de leurs responsabilités envers le peuple et la communauté internationale. C'est avec ce sentiment qu'ils envisagent les réalités actuelles de notre monde. Et, surtout, ils sont conscients qu'aucun pays ne peut affronter tout seul les défis du développement. Pour cela l'objectif principal est d'exercer la souveraineté nationale avec responsabilité. Avec responsabilité, dialogue et coopération entre les partenaires des divers continents.

Avec de la responsabilité et du dialogue le peuple capverdien a atteint le niveau de développement actuel. Avec de la responsabilité et du dialogue nous avons su construire le pont du développement qui lie le Cap-Vert au Luxembourg. Et, s'il est vraie que la responsabilité et le dialogue ne peuvent pas déplacer des montagnes, ils peuvent, sûrement, rapprocher le monde et améliorer la vie de l'homme sur cette Terre.

Je vous remercie Monsieur le Premier Ministre  
Je remercie, le peuple luxembourgeois ! Merci à tous!